

BELFOND

Edith Boccara
Michèle Cotta

Mitterrand en toutes lettres (1971-1994)

5907857 ✓ 01050 28.03.10 144 92-10

EDITH BOCCARA

MITTERRAND
en toutes lettres

(1971-1994)

Préface de Michèle Cotta

701

belfond

216, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

8° R
114045

MITTERRAND
en toutes lettres

11/04/12
E-R

92
1908857
DL 30FEV.92 05810
92
Un EDITH BOCCARA

L'illustration de la couverture est
extraite de François Mitterrand, par
Konrad Mäller et Michel Tournier,
Éditions Flammarion

MITTERRAND

en toutes lettres

(1971-1994)

Préface de Michèle Cotta

701

belfond
216, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

ISBN 2-7144-3038-2
© Belfond, 1992.

DL 20FEV.95 02610

f388002

Un livre proposé par Danièle Molho

L'illustration de la couverture est
extraite de *François Mitterrand*, par
Konrad Müller et Michel Tournier,
éditions Flammarion.

MITTERRAND

en toutes lettres

(1971-1994)

Préface de Michèle Cotta

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre,
aux Éditions Belfond,
216, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
Et, pour le Canada, à
Édipresse Inc., 945, avenue Beaumont
Montréal, Québec H3N 1W3.

ISBN 2.7144.3238.7

© Belfond, 1995.



PRÉFACE

MOT

Qui es-
de pleu-
de hai-
de de
quelque
comme
dans l'Histoire de la V^e République sur laquelle il a
été quatorze ans? Quelle image
de lui : celle du fondateur du social-
1944, celle du combattant obscur qui mena
mourir en 1981, du président qui sut à nouveau reconquie-
l'Elysée en 1988? Ou bien celle du jeune catholique de
prote, venu tôt de sa province chercher fortune politique
Paris, et empruntant tous les chemins, même ceux de
why, pour y parvenir? Du jeune prisonnier rallié au
Maréchal, s'engageant dans la Résistance par hasard plus
par conviction, par opportunisme plutôt que par
nationalisme? Des dizaines de biographes, thuriféraires

François MITTERRAND,

L'Abeille et l'Architecte,

(10 octobre 1977.)

DL 20FEV.95 02610

Un livre proposé par Danielle Morin

L'illustration de la couverture est
extraite de *François Mitterrand*, par
Konrad Müller et Michel Tournier,
éditions Flammarion.

MOT

Écrivain, je n'aurais pas été un écrivain d'imagination.
J'observe, j'écris. J'aime ce qui est écrit. La langue, la
philologie, la grammaire, la vraie littérature naïve, je le
crois (...), de l'exactitude du mot et de la chose. Je
préfère celui qui sait dire exactement ce qu'il a vu et
ressenti à celui qui vacille en faisant sur ses impres-
sions.

François MITTERRAND
Si vous désirez recevoir notre catalogue
ou pour vous procurer nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre,
aux Éditions Belin,
216, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
Et, pour le Canada, à
ÉdiPress Inc., 945, avenue Beaumont
Montréal, Québec H3N 1W3.

ISBN 2 7144 3258 7

© Belin, 1985.

PRÉFACE

Qui est François Mitterrand ? Quelle vérité derrière ses multiples visages ? Héros romantique vibrant de passions et de haines, brûlant d'ardeurs contrastées ? Condottiere avide de pouvoir, pétri d'ambitions et revenu de tout, puisque ne croyant à rien ? Aventurier de la politique, ou homme de croyances et de fidélité ? Quelle trace sera la sienne dans l'Histoire de la V^e République sur laquelle il a régné quatorze ans ? Quelle image la postérité retiendra-t-elle de lui : celle du fondateur du socialisme à Epinay en 1971, celle du combattant obstiné qui mena la gauche à la victoire en 1981, du président qui sut à nouveau reconquérir l'Elysée en 1988 ? Ou bien celle du jeune catholique de droite, venu tôt de sa province chercher fortune politique à Paris, et empruntant tous les chemins, même ceux de Vichy, pour y parvenir ? Du jeune prisonnier rallié au Maréchal, s'engageant dans la Résistance par hasard plus que par conviction, par opportunisme plutôt que par nationalisme ? Des dizaines de biographes, thuriféraires

ou polémistes, des centaines de milliers de lecteurs, amis ou adversaires, en font depuis près de vingt ans la démonstration : François Mitterrand ne laisse personne indifférent. Qu'ils se félicitent de l'avoir connu et de s'en être fait reconnaître, ou déplorent qu'il ait si longtemps dirigé la France, qu'ils dénoncent les méandres et les noirceurs de son âme, ou n'aient pas assez de louanges pour décrire son intelligence et son habileté, qu'ils voient en lui l'humaniste fidèle, jusqu'au-delà de la mort, à ceux qui furent ses amis, ou qu'ils pourfendent le calculateur machiavélique ayant mis la France en coupe réglée, tous cherchent inlassablement, dans les livres et dans la vie, la vérité sur François Mitterrand.

S'ils ne la trouvent pas, ou s'ils ne se satisfont pas de celles souvent différentes, à l'opposé parfois, qui leur sont proposées, d'un ouvrage à l'autre, c'est sans doute parce qu'il n'y en a pas. A peine approchée, pressentie, la personnalité du premier, et du seul président socialiste de la V^e République, se dérobe. A peine croit-on la cerner, la tenir, qu'elle s'éloigne. Sans doute est-ce que la seule unité de François Mitterrand, c'est Mitterrand lui-même.

Ainsi n'est-il pas de meilleure lecture, pour approcher Mitterrand, que ce qu'il a écrit sur lui-même et sur les autres, sur l'Histoire et sur son temps. Sur le temps aussi, que Mitterrand a cru pouvoir domestiquer, et qui le rattrape aujourd'hui. Ainsi, n'y a-t-il de meilleure façon, pour tenter d'en faire le tour, que de faire soigneusement la recollection de ses écrits et de ses propos, tels qu'en eux-mêmes l'éternité ne les a pas encore changés.

C'est à ce travail que s'est attelée Edith Boccara. Rien de ce que François Mitterrand a écrit ou dit, rien de ce qu'il a confié à ses différents biographes, rien des confidences auxquelles il s'est laissé aller devant les journalistes, de 1971 à 1994, ne manque à ces recherches menées à travers 30 000 pages de livres ou de journaux, sans compter les « scripts » de toutes les émissions de radio ou

de télévision dont François Mitterrand a été l'invité pendant ces vingt-trois années. Le résultat de cette quête est, on s'en doute, d'un considérable intérêt : de A à Z, ce dictionnaire ne laisse rien passer à travers les mailles de son filet. Il commence, comme il se doit, par le mot « amitié » — « L'amitié, c'est toujours un ménage à trois : c'est les deux amis, plus quelque chose qui se passe, le train qui s'en va, un coucher de soleil, l'émotion partagée comme un amour » — et s'achève au mot « zizanie » : « Comment voulez-vous qu'une équipe gagne si la zizanie s'installe le long de la route ? »

En chemin, le lecteur trouvera de quoi répondre à bien des interrogations, et notamment à celle-ci, fondamentale : à quelles idées François Mitterrand a-t-il tenu pendant ce presque quart de siècle ? Sur quels points, au contraire, sa pensée a-t-elle été fluctuante ?

Aucun doute à la lecture des pages qui suivent : la grande constante de François Mitterrand est sa croyance dans l'idée européenne et dans sa construction. Une construction dont les contours précis, la nature institutionnelle, l'identité ont pu changer au fil des ans dans son esprit, mais qui sous une forme ou une autre demeure à ses yeux nécessaire et bienfaisante. C'est ce principe et cette volonté qui, depuis 1971 et sans doute auparavant, guident sa réflexion jusqu'en 1981, puis son action de 1981 à 1994. Même constance — ceci explique en partie cela — dans les distances prises presque quotidiennement avec le gaullisme et le général de Gaulle. Le fondateur de la V^e République reste pour François Mitterrand un homme de caractère, auquel il lui arrive de rendre hommage : « Je reconnais tout à fait la place inimitable qu'a remplie le général de Gaulle, les services incomparables rendus par lui dans un moment des plus dramatiques de notre Histoire » (entretien avec Jean Lacouture, 4 septembre 1987). Mais il le fait dans des termes qui toujours laissent à penser que le général de Gaulle brillait plus par son

énergie morale et sa volonté que par la justesse de ses analyses ou de sa vision politique. Il trouve « de Gaulle plus remarquable par ce qu'il était que par ce qu'il faisait »... mais se hâte d'ajouter qu'« il est passé à côté d'idées majeures de son temps »... Si le Mitterrand de 1987 est prêt à reconnaître l'importance historique du Général, il ne lui concède ainsi de vertu que liée à une période précise, celle de la guerre, mais reste, sur le fond, extrêmement circonspect sur ce que d'autres ont appelé le côté visionnaire de son action, et, encore plus, sur ce qu'il a laissé dans l'histoire de la France. Osera-t-on dire qu'avec Michel Rocard, et pour d'autres raisons, François Mitterrand manifeste également, avec infiniment plus de cruauté, une grande constance : l'homme dont il fera son Premier ministre, après l'avoir dissuadé de prétendre à la présidence de la République en 1981 puis en 1988, reste pour lui un débutant qu'il conseille et dont il se sert, avec une condescendance mâtinée, parfois, d'un soupçon d'énervement, à l'idée de cet éternel jeune homme certes « capable de percevoir les courants de notre société », mais qui devrait bien se calmer, compter ses forces et rassembler ses idées avant de se lancer à l'assaut final. Sur la laïcité, la justice, la démocratie, l'Etat, ce « Mitterrand en toutes lettres » permet de mettre en lumière chez lui tout un corps de doctrines qui en fait, au-delà de son ralliement de 1971 au socialisme démocratique, un républicain sans conteste, qui s'inscrit sans difficulté dans la grande tradition de la gauche française.

Sur d'autres domaines, en revanche, l'évolution, pour ne pas dire le changement, des idées de François Mitterrand apparaît non moins clairement. Pas seulement sur la durée du mandat présidentiel, ni sur le mode idéal de scrutin électoral, majoritaire ou proportionnel, de peu d'importance somme toute. Mais sur la Défense, par exemple : hostile, en 1979, à l'idée même de défense

européenne commune — « Il n'est pas concevable que l'Europe des Neuf dispose d'une défense commune, qui serait atomique, en raison de la situation particulière de l'Allemagne » (Antenne 2, 1979) —, il « considère que la défense commune est une condition sine qua non à la réussite finale de l'Europe » (Londres, 15 janvier 1987). Il est vrai que l'Europe a changé en huit ans. Mitterrand aussi.

Même infléchissement, sans doute dû à l'évolution des choses, mais lié très précisément à l'exercice du pouvoir, en ce qui concerne la politique nucléaire de la France. Entre le « je pense que la condamnation de la force de frappe doit être maintenue » (Europe 1, 7 janvier 1972) et la phrase prononcée au Bundestag, le 20 janvier 1983 : « Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire instrument de cette dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix, dès lors qu'il existe un équilibre des forces... », il y a toute la distance qui sépare une profession de foi préélectorale de l'action politique, qui sépare le candidat du président.

Sans doute de telles évolutions sont-elles explicables de cette manière : par la différence entre le rêve et le pouvoir, la promesse et la réalité, le monde tel qu'il est et le monde tel qu'il devrait être. En tout cas, autant par ses hésitations que par ses certitudes, par ses petites phrases que par ses grandes envolées, le « dictionnaire du mitterrandisme » est un instrument incomparable pour mieux comprendre l'homme qui a occupé quatorze ans l'Elysée après avoir combattu plus de seize ans pour y parvenir.

Un regret pourtant : que les textes ici recueillis ne concernent que la dernière période de l'action de François Mitterrand. On rêve à l'idée de disposer du même instrument pour les périodes précédentes. Nul doute pourtant que sur l'essentiel, c'est-à-dire une certaine

conception de la justice, de la démocratie et du droit, on y retrouverait le même Mitterrand. Pour le reste, chacun trouvera ici de quoi s'indigner ou se réjouir, s'irriter ou se reconforter. De quoi méditer, en tout cas, sur l'action politique.

Michèle COTTA.

a

AFFAIRES : Voir *Scandales*

ACTION FRANÇAISE : Pour supposer une seconde que j'ai pu être militant d'Action française, il faut vraiment ignorer ce qu'était ma famille et ce qu'était l'époque. Ma famille était tout entière croyante, après la conversion de mon grand-père. Or l'Action française avait été condamnée par le XI^e. Ses militants étaient excommuniés. J'ai été élevé dans l'honneur de l'Action française, non parce qu'elle était de droite, mais parce qu'elle était excommuniée. (Entretien L'Expansion, 1991)

ACCESSOIRE : Je m'efforce de mettre ma vie à l'abri de l'accessoire, d'avoir le sens des proportions. (*Entretien Le Quotidien de Paris, 7 novembre 1980.*)

ACHEVER : Quand un mandat s'achève ou la fabrication d'un objet, la première réflexion de l'auteur est : « C'est très en dessous de ce que je voulais faire. » Alors, il faut recommencer, ou bien le temps n'est plus de recommencer, c'est selon... Mais on n'achève jamais. Evitons la déception de l'œuvre imparfaite; sachons la laisser à d'autres telle qu'elle est. (*Roanne, 29 octobre 1987.*)

♦ Je crois pouvoir dire que toute œuvre (...) artistique, esthétique, philosophique, pratique, politique, toute œuvre est inachevée. C'est dire aussi qu'elle reste en dessous de l'espérance. (*Entretien TF1-France 2, 10 mai 1994.*)

ACQUIS SOCIAUX : Il y a un certain nombre d'acquis sociaux, des avancées qui sont dues à la majorité de 1981. C'est mieux qu'avant. Je pense que la retraite à soixante ans, c'est mieux; je pense que la cinquième semaine de congés payés, c'est mieux; je pense que les lois Auroux relatives aux droits des travailleurs dans les usines, c'est mieux... (*Europe 1*, 9 décembre 1985.)

ACTION FRANÇAISE : Pour supposer une seconde que j'aie pu être militant d'Action française, il faut vraiment ignorer ce qu'était ma famille et ce qu'était l'époque. Ma famille était tout entière croyante, après la conversion de mon grand-père. Or l'Action française avait été condamnée par Pie XI. Ses militants étaient excommuniés. J'ai été élevé dans l'horreur de l'Action française, non parce qu'elle était de droite, mais parce qu'elle était excommuniée. (*Entretien L'Expansion*, juillet-août 1972.)

♦ Je n'ai jamais flirté avec l'extrême droite. J'ai toujours été républicain. J'étais un produit de mon milieu : la petite bourgeoisie française, très classique, catholique et traditionaliste. Donc de droite. Et patriote. Je n'étais pas Action française. Il n'est jamais passé une ombre d'antisémitisme dans ma famille, ni sur moi. (*Entretien Le Figaro*, 8 septembre 1994.)

ADVERSAIRE : Je ne considère pas mes adversaires politiques sur une formule manichéenne qui consisterait à dire qu'ils sont mauvais, que je suis bon (...). Je considère seulement que votre système est mauvais et que le nôtre est meilleur. (*Débat VGE-Mitterrand, Europe 1*, 15 février 1973.)

♦ Je refuse la surenchère à laquelle on m'invite quelquefois à gauche, je refuse de m'adresser à mes adver-

saïres politiques en termes de « guerre civile ». (*Entretien La Croix, 5 février 1976.*)

♦ Je vais vous faire une confidence. J'aime respecter mes adversaires. Et je dois vous en faire une deuxième : il y en a quelques-uns qui ne me le permettent pas. (*Meeting à Montpellier, 19 avril 1988.*)

AFFAIRES : Voir *Scandales*.

AFGHANISTAN : L'invasion militaire de l'Union soviétique en Afghanistan n'est pas acceptable. Seulement on doit s'interroger à cet égard, se demander pourquoi. Car après tout l'Union soviétique contrôlait déjà l'Afghanistan (...). Voilà pourquoi je ne comprends pas encore (...) les raisons qui ont pu pousser l'Union soviétique à cette action (...) qui me paraît une faute. (*Antenne 2, 4 janvier 1980.*)

♦ Quelle que soit l'explication que l'on donne des événements qui se sont produits et qui continuent de se produire en Afghanistan, il faut dire : ce n'est pas acceptable. Il n'est pas acceptable, dans la société internationale, qu'un pays puissant détermine par la force, par l'intervention de la force armée, le sort d'un pays faible. (*Antenne 2, « Cartes sur table », 14 janvier 1980.*)

AFRIQUE : Il ne s'agit pas de faire comme les autres, avec leur collecte sur le cancer ou sur le riz de Madagascar qui file dans les poches d'un certain nombre de transporteurs ou de producteurs, il ne s'agit pas de faire la quête, bien qu'elle ne soit pas inutile. Il s'agit d'organiser dans toute l'Europe (...) une heure de protestation solennelle par millions et par millions d'hommes et de femmes pour contraindre les gouvernements à agir de concert afin de préserver la vie, les chances de vie des populations

d'Afrique dont on se flatte d'être les amis et qu'on laisse pourrir sous le soleil et sous la famine. (*PS, congrès de Grenoble, juin 1973.*)

♦ Que les Cubains soient de trop en Afrique, j'en suis convaincu ; qu'ils soient partout, il ne faut pas exagérer. En tout cas, je ne crois pas que ce soit en devenant les Cubains de l'Afrique que la France remplira son meilleur rôle. (*Europe 1, « Club de la presse », 11 juin 1978.*)

♦ Pour avoir souvent visité vos pays, pour avoir jadis pris part aux responsabilités de la politique française en Afrique et, aux moments difficiles, contribué à l'émancipation des peuples de ce qui fut l'Afrique française (...), pour avoir identifié une partie de ma vie à celle de votre continent, j'ai appris que l'Afrique n'était vraiment connue et comprise que des Africains eux-mêmes. (*Paris, ouverture du sommet franco-africain, 3 novembre 1981.*)

♦ Il n'y a pas de hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après. Si la méthode a changé, l'objectif est resté. Il consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France en Afrique. (*Yaoundé, 22 juin 1983.*)

♦ L'Afrique a été pillée. J'ai parlé des matières premières. J'aurais dû parler des hommes. Pendant des siècles, on vous a exploités humainement : on a volé vos hommes, vos femmes, vos enfants. On s'est servi de vous. (*Ouagadougou, 17 novembre 1988.*)

♦ Il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays d'Afrique. C'est évident que cette aide traditionnelle, déjà ancienne, sera plus tiède en face de régimes qui se comporteraient de façon autoritaire, sans accepter l'évolution vers la démocratie, et qu'elle sera plus enthousiaste pour ceux qui franchiront ce pas avec courage. (*La Baule, conférence de presse, sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique, 21 juin 1990.*)

♦ Les Etats d'Afrique sont indépendants et souverains, nous n'y sommes pas en pays conquis (...). Le rôle de l'armée française n'est pas d'intervenir dans les affaires intérieures des pays d'Afrique, dans des conflits ethniques ou partisans, sauf pour protéger nos compatriotes. (*Entretien Le Monde, 9 février 1993.*)

♦ Je le dis solennellement devant vous : la France doit maintenir sa route et refuser de réduire son ambition africaine (...). J'en appelle à ceux qui auront après moi la charge des affaires du pays. La France ne serait plus tout à fait elle-même aux yeux du monde si elle renonçait à être présente en Afrique, aux côtés des Africains. (*Biarritz, Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, 8 novembre 1994.*)

AGIR : J'ai cent fois répété à mes amis que j'étais un adepte de la morale d'Epictète. Ce sur quoi je peux agir, j'agis. Ce sur quoi je ne peux pas agir, je n'agis pas. (*France Inter, 14 octobre 1977.*)

AGNOSTIQUE : Je suis devenu d'une certaine façon agnostique. Agnostique, ce n'est pas celui qui n'y croit pas. C'est celui qui ne sait pas s'il y croit ou s'il n'y croit pas. (*Cité dans François Mitterrand : portrait total, de P. Jouve et A. Magoudi, éd. Carrère, 1986.*)

♦ Je suis plutôt agnostique. Ce n'est pas faute de chercher, mais je ne sais pas ce que je crois. La transcendance est un sujet qui m'importe beaucoup. Je n'arrive pas à trancher. (*Entretien Le Figaro, 8 septembre 1994.*)

AGRICULTURE : L'agriculture est, dans ce monde de pénurie, une des chances de l'économie française, à condition qu'elle soit fortement encouragée vers l'exportation et que les industries alimentaires soient développées

sur une base nationale et cessent d'être achetées par les grandes entreprises étrangères. (*Conférence de presse, 24 septembre 1974.*)

♦ La France est riche de son agriculture, mais elle laisse dépérir ses agriculteurs. Ce serait pour l'avenir une lourde erreur que de sacrifier à des intérêts à court terme ce potentiel considérable. (*PS, convention nationale sur l'agriculture, 28 février 1981.*)

♦ La France est très attachée à la construction européenne, mais elle n'entend pas y sacrifier son agriculture. (*Conseil des ministres, 17 mars 1982.*)

♦ Nous avons tous des origines paysannes, et lorsque les paysans, les agriculteurs protestent, on sait bien qu'ils souffrent de beaucoup de maux et de difficultés (...). Il y a des agriculteurs qui sont dans des situations très différentes. Le revenu des agriculteurs, dans l'ensemble, s'est accru d'une façon tout à fait raisonnable (...). L'Europe communautaire et la politique du gouvernement français ont assuré à l'immense majorité des agriculteurs des moyens de vivre qui sont importants. Mais il y a un malaise qui tient à l'évolution du métier : les besoins ne sont plus les mêmes. (*Entretien France Inter, 22 octobre 1991.*)

AIMER : Si j'aime qu'on m'aime, bien sûr, il ne faut pas m'en vouloir. (*Europe 1, 5 mai 1988.*)

ALGÉRIE : La France fait beaucoup, car si elle ne peut pas intervenir — c'est impossible — dans la guerre civile, elle peut aider l'Algérie à rétablir autant que faire se peut une situation économique extrêmement délabrée (...). La mauvaise situation économique de l'Algérie a dû beaucoup contribuer à accroître le nombre de partisans des mouvements extrémistes. (*Entretien télévisé TF1-France 2, 14 juillet 1994.*)

♦ Nous ne voudrions pas être mêlés aux luttes de factions, nous ne voulons pas être entraînés dans un camp (...) Nous cherchons seulement à aider le peuple algérien. Quant aux affaires intérieures de ce pays, nous ne souhaitons pas naturellement qu'elles se terminent par la victoire de quiconque ferait régresser les mœurs, les usages et les institutions jusqu'à des conceptions médiévales. (*Réception des ambassadeurs à l'Elysée, 31 août 1994.*)

ALLEMAGNE : Cette Allemagne sereine, fille de Goethe et non de Wagner, a quelque chose d'athénien. Je dis au nom de mes amis en quoi elle nous inquiète. Revenue au rang des empires, comment s'empêchera-t-elle d'employer leur langage et de nourrir leurs rêves ? L'Allemagne grandit à mesure que notre Europe rétrécit. Ce n'est pas sa faute assurément. Par chance, la présence de Willy Brandt et la maturité du SPD conjureront longtemps le sort. (...)

Aujourd'hui, et de Gaulle absent, l'Europe se fait ou se défait autour de l'Allemagne. (*François Mitterrand, La Paille et le Grain, Flammarion, 1975, 29 mai 1973.*)

♦ Les Allemands n'ont pas à tirer du passé l'argument que toute réserve émise à l'égard de leur système de gouvernement est une façon de réveiller contre eux la méfiance de l'Europe, comme s'ils devaient perpétuellement se disculper d'un péché originel. Par les qualités de leur peuple et par leur choix démocratique, ils méritent d'être traités avec honneur. (*L'Unité, 4 juin 1976.*)

♦ La France n'a pas meilleur, plus solide partenaire en Europe où elle en compte d'excellents (...). L'Allemagne est d'Europe, sans Allemagne, il n'y a pas d'Europe, sans Europe il n'y aura pas, il n'y aura plus de grandeur allemande. (*François Mitterrand, Réflexions sur la politique extérieure de la France, Fayard, janvier 1986.*)

♦ L'Allemagne fédérale est notre alliée, et à un double titre : au sein de l'Alliance atlantique d'abord, et ensuite par le traité de l'Elysée qu'ont signé, en 1963, de Gaulle et Adenauer et dont, avec le chancelier Kohl, j'ai réveillé, vingt ans plus tard, les dispositions militaires. (*Entretien Le Nouvel Observateur, 18 décembre 1987.*)

♦ De même que les Allemands doivent s'habituer à considérer que les Français ont une situation géographique, une histoire et des intérêts différents des leurs, de même les Français doivent comprendre que l'Allemagne, placée entre le monde soviétique et la France, en bordure de l'Europe occidentale, est naturellement conduite à regarder aussi à l'Est.

Je ne pense pas que le problème consiste pour l'Allemagne à choisir entre deux protections, l'une américaine, l'autre française. Elle doit pouvoir compter sur l'alliance, donc sur tous ses alliés (...).

Il est évident que la sécurité de l'Allemagne fédérale passe d'abord par l'Alliance atlantique. (*Entretien Die Welt, 18 janvier 1988.*)

♦ Cette aspiration¹ est légitime dans quelque partie de l'Allemagne que ce soit (...). Mais on ne bouscule pas l'histoire qui s'est fondée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale simplement à la faveur d'une inspiration, aussi belle soit-elle (...). Alors cela nécessitera beaucoup de conversations. (*Conférence de presse avec Gorbatchev, 5 juillet 1989.*)

♦ Il est dans la logique même de l'histoire d'imaginer que le peuple allemand ne sera pas éternellement séparé de cette façon. (*Conférence de presse avec Mario Soares, 18 octobre 1989.*)

1. A la réunification.

♦ Je n'ai pas peur de la réunification. Je ne me pose pas ce genre de question à mesure que l'histoire avance. L'Histoire est là. Je la prends comme elle est. Je pense que le souci de réunification est légitime pour les Allemands. S'ils le veulent et s'ils le peuvent (...). Pas un homme politique européen ne doit désormais raisonner sans intégrer cette donnée. (*Conférence de presse, Bonn, 3 novembre 1989.*)

♦ Parlons en termes précis. Pour moi, je l'ai dit, c'est la volonté du peuple allemand qui compte. Mais si la réunification occupe le rêve et la pensée des Allemands, ce qui est bien normal, le processus sera plus lent que certains l'imaginent. La volonté du peuple ne peut se passer de l'accord des Etats, des Etats allemands comme des Etats garants du statut allemand. (*Entretien Paris Match, novembre 1989.*)

♦ Le problème est de savoir si nous sommes hostiles ou si nous acceptons l'unité allemande. Moi, j'ai estimé, le premier des responsables européens, c'était au mois de juillet de l'année dernière, c'est-à-dire quatre mois avant la chute du mur de Berlin, que l'unité allemande était la logique de l'Histoire et qu'il ne convenait pas de s'y opposer. (*Entretien télévisé, 14 juillet 1990.*)

♦ L'unification des deux Etats allemands est un droit. Elle répond au mouvement naturel de l'histoire ; aucun artifice ne peut prévaloir contre la réalité d'un peuple. (*Forum européen 90 de la presse, CNIT, 25 septembre 1990.*)

ALLENDE : Salvador Allende s'inscrit déjà parmi les héros de la libération des peuples de l'Amérique latine. Il est une incarnation très haute de la démocratie, un homme qui représentera, dans le martyrologe du socialisme libérateur, une étape importante. (*Conférence de presse, 12 septembre 1973.*)

ALLIANCE ATLANTIQUE — OTAN : La seule politique logique serait la neutralité, mais elle n'est pas concevable (...). Si on jette l'Alliance atlantique à la mer, il faut une politique de rechange (...); pour le moment je n'ai pas de réponse. Nous n'avons que des petits bouts de politique étrangère et pas de politique de défense. (*Comité directeur du PS, 18 décembre 1971, rapporté par Jean Poperen dans L'Unité de la gauche, Fayard, 1975.*)

♦ L'autonomie de décision — entrer ou non dans une guerre — est la condition de notre indépendance, peut-être de notre survie, spécialement au sein de l'Alliance atlantique, ce qui signifie qu'il est inconcevable, indépendamment de tout autre argument, que nous entrions dans l'OTAN.

Par contre, je juge nécessaire que nous soyons membre d'un système de sécurité, d'une alliance défensive conforme à nos intérêts. Quitter l'Alliance atlantique sans une alliance de rechange n'aurait pas de sens. (*Entretien Le Matin, 8 août 1977.*)

♦ La France n'a pas quitté l'Alliance atlantique. Elle a quitté le commandement intégré de l'OTAN, et donc il n'est pas question de retourner sous les ordres du commandement intégré. (*Conférence de presse, 9 juin 1982.*)

♦ Tout ce qui donne l'impression que la France est associée à une décision de commandement intégré de l'OTAN est inacceptable. (*Sommet de Williamsburg, 29 mai 1983, dans Verbatim, de Jacques Attali, Fayard, 1993.*)

♦ L'Alliance est bonne. Elle n'est pas la sainte alliance. Le prêchi-prêcha en matière internationale est quelquefois un peu fatigant. (*Rome, sommet de l'OTAN, 7-8 novembre 1991.*)

♦ La France n'a pas à entrer dans le commandement militaire intégré à l'Alliance atlantique et (...) elle doit

garder, parce que c'est une puissance nucléaire, sa capacité de décision nationale, mais aussi de solidarité pour la défense commune. Et aujourd'hui, il n'existe aucune autre force capable d'assurer la sécurité de nos pays que celle de l'OTAN. (*Devant les étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, 5 juin 1992.*)

♦ (...) La France, membre à part entière de l'Alliance, y tiendra toute sa place. Notre situation militaire particulière au sein de l'OTAN, qu'il n'y a pas de raison de changer, ne pose aucun problème nouveau, ni pour nous-mêmes, ni pour nos alliés qui en connaissent parfaitement les raisons (...). Non, il n'y aura pas de retour dans le commandement intégré de l'OTAN. (*Entretien AFP, 9 janvier 1994.*)

ALTERNANCE : Evitons le sentiment qu'il est impossible de substituer une politique à une autre : la loi de l'alternance est la loi de la démocratie. (*Assemblée nationale, 22 janvier 1974.*)

♦ (...) [Je souhaite] que nul ne considère qu'il existe pour telle personne, tel groupe, telle couche sociale, un droit à gouverner qui serait absolu puisqu'il refuserait la contradiction, le changement ou l'alternance. (*Montmélian, 5 septembre 1984.*)

♦ L'alternance est l'oxygène de la démocratie. Je vous en parle en connaissance de cause puisque j'ai eu à gérer trois alternances en sept ans : 1981, 1986, 1988. Tout compte fait, cela s'est plutôt bien passé. (*Entretien Paris Match, novembre 1989.*)

♦ Ce qui est bon, c'est l'alternance. Pas forcément après moi, parce qu'avant moi il n'y en avait pas eu depuis longtemps. Si en effet tous les vingt ans on changeait un peu, ce ne serait pas plus mauvais. Je n'ai pas dit tous les

quatorze (...). Il est bon, non pas de changer de rayon politique, ce ne serait pas forcément heureux à la présidence de la République, mais il est bon de changer les personnes. Songez que les enfants de quinze à vingt ans (...) n'ont jamais vu que moi ! Je serais à leur place, je serais un peu lassé. (*Entretien télévisé TF1-France 2, 14 juillet 1994.*)

AMBITION : Je ne suis pas quelqu'un qui est nourri par une ambition de caractère obsessionnel. (*Europe 1, « Club de la presse », 8 septembre 1980.*)

AMITIÉ : Je retrouve très souvent mes amis personnels. Disons que j'ai une vie de petit groupe amical extrêmement serré. (*Europe 1, 26 avril 1976.*)

♦ Pour fonder, pour créer l'amitié, il faut du temps (...). D'une façon générale, les amitiés mûrissent lentement, au travers du compagnonnage, du temps qu'on passe ensemble, des choses qu'on partage, des impressions qu'on vit en commun ; l'amitié, c'est toujours un ménage à trois : c'est les deux amis, plus quelque chose qui se passe : le train qui s'en va, un coucher de soleil, l'émotion partagée comme un amour (...). L'amitié, c'est une façon de se pencher sur sa propre vie. L'ami est le témoin. On pleure sur les autres quand on pleure sur soi. Les amis qui meurent emportent une part de notre vie ; s'il est témoin de votre enfance, de votre adolescence, de votre âge mûr, alors cet ami vous confisque toute une part de votre vie, en est dépositaire. On y tient. (*Entretien avec Jean Lacouture, 3 décembre 1981. Publié début 1982 par la revue Autrement.*)

♦ Je me suis rarement trouvé pris entre l'amitié et le devoir d'Etat, très rarement. Cela m'est arrivé deux ou trois fois. Dans ces cas-là, il faut expliquer, s'expliquer. Quand j'ai changé de gouvernement, me séparer de

Mauroy ça m'était très désagréable. Il méritait la gratitude pour les services rendus. Et voilà qu'il partait parce qu'il le fallait. Il l'a bien compris comme cela. Quand Charles Hernu a démissionné, j'en étais triste. Là aussi, il le fallait. Nous n'en sommes pas moins restés des amis. (*Entretien avec Marguerite Duras, L'Autre Journal, 12 mars 1986.*)

♦ Quels sont les meilleurs itinéraires, sinon ceux que l'amitié vous dessine ? (*Grand-Quevilly, 23 novembre 1987.*)

♦ Les coups de foudre en amitié, on les a jeune. C'est plus rare ensuite. C'est pour cela que les amis les plus solides sont ceux qu'on a dans sa jeunesse. Et pourtant, ce que je dis mérite aussitôt la contradiction car j'ai des amitiés très profondes qui sont celles de l'âge mûr. Bref, il n'y a pas de loi. (*Entretien Elle, 9 mai 1988.*)

♦ Le mot « ami » doit toujours être employé avec précaution. (*Entretien télévisé, 14 juillet 1988.*)

AMNISTIE : Si le président propose une amnistie, c'est l'Assemblée nationale qui dispose, puis c'est la justice qui se prononce, par rapport à chaque cas particulier sur le fait d'appliquer ou non l'amnistie.

L'amnistie est traditionnelle, lorsqu'un nouveau président de la République vient d'être élu. C'est ce qu'ont fait MM. Pompidou et Giscard d'Estaing. Les amnisties de 1969, 1974 et 1981 ont répondu au même critère... Je n'ai jamais gracié de terroristes. Je n'en ai jamais fait quitter le pays. (...) Il ne peut pas y avoir de compromis avec le terrorisme. (*Voyage en Auvergne, 23 février 1987.*)

♦ La réalité (...), c'est qu'il n'y a pas eu de loi d'amnistie pour les parlementaires. S'il y a eu loi d'amnistie en 1990 pour les exécutants d'un certain nombre d'opérations contestables, précisément un amendement a exclu les

parlementaires de cette disposition, et c'est pourquoi je l'ai acceptée (...). Mais en réalité, tous les Français sont convaincus que les parlementaires se sont autoamnistiés. (TF1, « 7/7 », 15 décembre 1991.)

ANIMATEUR : La mode est (...) aux « animateurs ». Le mot est lui-même symbolique de la désespérance de l'entreprise. Animer c'est redonner la vie, c'est donc admettre que la mort a déjà en partie accompli son office. Le peuple respire encore un peu, il faut lui redonner de l'oxygène. L'animateur est notre sauveteur, celui qui empêchera la mort définitive. (Ludwigshafen, 1^{er} mars 1979.)

ANTISÉMITISME : A la lumière de l'Histoire, les hommes de l'émancipation paraissent avoir à la fois gagné et perdu la partie (...). Ils pensaient que dès l'instant que les juifs seraient des Français israélites vivant avec les autres, l'assimilation ferait disparaître l'antijudaïsme. Il disparut, en effet, pour céder à une autre doctrine plus pernicieuse encore, l'antisémitisme (...). Cette démarche du racisme antisémite, les hommes de l'émancipation, héritiers des Lumières, ne pouvaient la concevoir. (Strasbourg, 6 octobre 1991.)

APARTHEID : L'Afrique du Sud a un comportement humainement intolérable, politiquement insupportable et finalement fort imprudent pour la population minoritaire qui exerce l'essentiel du pouvoir. L'apartheid doit être condamné et il n'y a pas besoin de toute une série d'épithètes pour prononcer cette condamnation : l'apartheid est inacceptable et doit être combattu. (Ouagadougou, 17 novembre 1986.)

♦ C'est (...) après tout un meurtre quotidien que l'apartheid, si ce n'est pas toujours la mort physique, c'est tout de même le meurtre de ce qu'il y a de plus précieux à

l'intérieur de l'être humain. (*Entretien avec des étudiants à l'université de Villeteuse, 14 avril 1988.*)

APHRODISIAQUE : Il n'est pas qu'aphrodisiaque¹. (...) Mais il est sage d'élire à la tête d'un pays des responsables qui sachent résister à cet effet aphrodisiaque, bref qui aient un peu de plomb dans la tête et de la suite dans les idées. (*Entretien Elle, 9 mai 1988.*)

ARBITRE : Quel est le rôle exact du président de la République ? Vous dites, est-ce un arbitre ? Oui, c'est un arbitre dans de nombreux domaines. On dira pour être plus juste que c'est un peu un juge arbitre, c'est-à-dire qu'il lui appartient de temps en temps de siffler, quand ce ne serait que la fin de partie. (*Europe 1, 9 décembre 1986.*)

ARBRE : Le rythme des arbres est celui des siècles. (*Silva, conférence internationale sur l'arbre et la forêt, Sorbonne, 5 février 1986.*)

♦ Les arbres, ils n'ont pas le moyen de se défendre ! Ils ne votent pas. Ils ne protestent pas, sauf qu'ils gémissent un peu quand on les coupe. Et bien ! moi, je veux être leur défenseur. (*Entretien télévisé, 14 juillet 1990.*)

♦ J'en plante toujours, et je veille sur leur santé. Un arbre est agressé à tout moment : il y a les oiseaux, les étés trop secs, les étés trop pluvieux, le gel, les insectes, beaucoup d'éléments qui interviennent, et puis les tempêtes qui cassent ou arrachent les arbres. C'est comme le reste, c'est une bataille permanente. Il faut veiller. Moi, quand j'arrive là où j'ai fait planter deux cents chênes, il ne me faut pas beaucoup de minutes pour que je sache exactement celui qui est malade. Alors, je m'occupe de lui. (*Entretien chaîne de télévision allemande ARD, 19 janvier 1993.*)

1. Le pouvoir.

ARCHAÏQUE : En 1933, une très importante personnalité socialiste a dit de Léon Blum qu'elle le trouvait « archéo », archaïque. Trois ans plus tard, c'était la victoire du Front populaire, c'était le gouvernement de Léon Blum. Bien entendu, je ne compare ni les situations ni les personnes, mais on est toujours « l'archéo » de quelqu'un. (*France Inter, 28 septembre 1978.*)

ARCHITECTURE : L'architecture n'est pas seulement une enveloppe extérieure : elle révèle d'abord un contenu. Elle n'est pas neutre. Elle exprime les finalités politiques, sociales, économiques, culturelles d'une société. Un président de la République ne peut donc s'en désintéresser. Mais à condition de ne pas se croire investi par ses fonctions d'une sorte de savoir-faire. On n'a pas le droit, comme M. Giscard d'Estaing, d'intervenir sans cesse dans le choix et le déroulement des grands projets. L'architecture est une profession, je dirais même un métier, elle ne s'improvise pas. (*Entretien Connaissance des arts, avril 1981.*)

♦ Je suis plus sensible à l'architecture qu'à la musique (...). Une force me pousse à tenter de soutenir la création d'une architecture. J'ai toujours eu ce goût ; comme quelqu'un qui aurait été formé ou déformé par des nombres, des lignes qui ont frappé le regard (...). Je passe mon temps à regarder les immeubles, n'importe lesquels : je suis toujours attiré par la forme d'une fenêtre, de façon un peu maniaque même. (*Entretien Le Matin, 3 juin 1982.*)

♦ L'architecte est un créateur qui dans notre société a vertu de glisser la façon dont on vit dans l'œuvre des hommes ; cette façon-là commande, je le crois encore, et l'apprentissage de l'esthétique, et une certaine éthique, je veux dire une certaine morale dans les relations sociales ;

d'où l'importance de l'architecture, et en tout cas l'importance que je lui ai attribuée, à tort ou à raison. (*Pont de Chérury, 14 décembre 1987.*)

ARCHIVES : Les archives de tous les pays, en gardant la trace des actes d'hier, éclairent mais aussi commandent le présent. Ceux qui exercent une responsabilité savent bien qu'on ne définit pas des orientations dans l'ignorance du passé (....)

J'ai voulu que les archives soient traitées comme une dimension essentielle de la vie nationale. (*XI^e congrès international des archives, Paris, 24 août 1988.*)

ARGENT : Le véritable ennemi, j'allais dire le seul (...), c'est le monopole ; terme extensif pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes. (*PS, congrès d'Epinay, 11 juin 1971.*)

♦ Notre « train de vie » a nettement baissé depuis que je ne plaide plus. Un avocat coté (...) gagne pas mal d'argent, et assez facilement. Nous avons pour vivre mon indemnité parlementaire et surtout mes droits d'auteur (...). Et puis, pourquoi parler argent ? Il n'est pas pour moi un problème alors qu'il est cruellement celui de tant de Français (...). Je ne suis certes pas riche, mais largement assez à mon aise pour m'intéresser à ceux qui manquent de tout. Pas seulement d'argent mais aussi de respect, de chaleur... (*France-Soir, 12 mars 1975.*)

♦ J'ai une certaine défiance à l'égard de l'argent. C'est vrai qu'il en faut et qu'il serait hypocrite de prétendre qu'on devrait contraindre tout le monde à n'en point avoir, par ascèse. Mais l'argent corrompt... En tout cas, l'accumulation de l'argent, le goût de la possession qui

s'accroît toujours, me paraît très redoutable, et finalement très méprisable. (TF1, *Portrait de Jean-Claude Héberlé*, 30 septembre 1976.)

♦ L'argent, toujours l'argent. L'argent roi. L'argent qui coule de tous les côtés. L'argent qui paie vos affiches. L'argent qui paie vos brochures sur papier glacé. L'argent qui paie tout. L'argent qui a dominé cette campagne électorale. L'argent de la droite, le milliard du patronat, les deux milliards de francs nouveaux, c'est-à-dire deux cent milliards de centimes (...).

L'argent, l'argent, partout l'argent.

Eh bien moi, je préfère tendre la main aux travailleurs plutôt qu'aux maîtres de l'argent. (Europe 1, « Club de la presse », 16 mars 1978.)

♦ Le mur de l'argent... Cette expression est bien vieillotte et elle n'est pas de moi (...). Je ne sais pas s'il y a un mur de l'argent, mais j'en connais beaucoup qui s'y sont cassé la tête. (Conférence de presse, 24 septembre 1981.)

♦ Ce n'est pas concevable, cet argent qui coule à flots. Imaginez quelqu'un qui se place en intermédiaire dans des achats ou des ventes et qui, au passage, ramasse des milliards de centimes. C'est vraiment insupportable de penser cela (...). Je considère que l'argent gagné trop facilement est pour toujours suspect et qu'en effet, il est fait pour corrompre. (TF1, « 7/7 », 12 février 1989.)

♦ Il n'est pas possible d'accepter de continuer à se laisser aller vers une domination de l'argent qui naturellement corrompt, car s'il y a des corrompus, il y a des corrupteurs. Ce sont ces corrupteurs aussi qu'il faut chasser. (Entretien radiotélévisé TF1-Antenne 2-France Inter-Europe 1-RTL, 12 avril 1992.)

♦ Mon expérience me fait penser que l'argent n'a jamais décidé du sort d'un scrutin, mais beaucoup de candidats

l'ont pensé et certains ont commis des fautes. (*Entretien Ouest-France, 18 octobre 1994.*)

ARME CHIMIQUE : Créons une situation qui fasse qu'aucun Etat ne puisse impunément employer l'arme chimique pour régler ses problèmes externes ou internes (...). Nous devons non seulement interdire l'emploi des armes chimiques, mais aussi leur fabrication. (*Discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, New York, 29 septembre 1988.*)

ARMÉE : Je reste attaché à l'armée de conscription, qui est à l'image de la nation, considération non négligeable alors que s'annonce une défense européenne. L'idée d'armée de métier trouve ses raisons à la gestion d'armements de plus en plus sophistiqués et qui exigent une grande compétence professionnelle. Une bonne synthèse entre les deux est possible. (*Entretien Le Monde, 9 février 1993.*)

ART : L'art s'est lui-même transformé, poursuivant sa recherche de l'inexploré : passage de la musique tonale à la musique atonale, de la peinture figurative à la peinture abstraite, de la chorégraphie expressive à un solfège gestuel abstrait. (*Ludwigshafen, 1^{er} mars 1979.*)

♦ Avant d'être patrimoine, les arts sont initiative, bouillonnement d'idées, gaspillage peut-être. (*Entretien Connaissance des arts, avril 1981.*)

ARTISANAT : L'artisanat n'est pas une réserve à protéger, mais une pépinière d'entreprises. (*Journée européenne de l'apprentissage, Versailles, 26 septembre 1983.*)

ATLANTISTE : On m'appelle atlantiste parce que j'ai pris des positions plus claires que mon prédécesseur sur le problème des armes soviétiques en Europe. Mais nous ne prétendons pas imiter la politique nord-américaine.

Voyez, par exemple, la position que j'ai adoptée sur l'Amérique centrale, la question de l'aide au tiers monde ou l'appui au cours des matières premières : la position de la France est en la matière totalement autonome. (*Entretien El Pais, 20 juin 1982.*)

AUDIMAT : C'est l'audimat (...) qui gouverne la France ! Vous pensiez que c'était moi ? Eh bien, souvent, je pense que mon rival, l'audimat, est plus fort que moi, est plus fort que le gouvernement. (*Carmaux, 19 novembre 1992.*)

AUTODÉTERMINATION : L'autodétermination devrait être une loi universelle. (*Entretien Die Welt, 18 janvier 1988.*)

♦ L'autodétermination est un droit reconnu par la société internationale. C'est un principe fondamental. Il n'est pas discutable. Mais veillons à ce qu'il s'exerce de façon démocratique et en conformité avec les traités qui assurent la sécurité et la paix sur notre continent. (*Conférence de presse, 11 septembre 1991.*)

♦ (...) De même que la liberté de chacun ne peut aller jusqu'à nuire à celle des autres, l'autodétermination, qui est une façon d'accéder à la vie internationale, ne peut aller jusqu'à la promotion au rang d'Etats souverains d'entités qui seraient incapables d'assurer la sécurité des citoyens, d'entretenir les services publics, de donner à la vie collective les moyens dont elle a besoin. L'expérience des siècles, l'héritage culturel, la réalité vécue permettent d'authentifier les aspirations nationales. Au demeurant, toute communauté originale doit pouvoir vivre selon ses normes et dans des structures autonomes ou fortement décentralisées. (*Entretien Le Monde, 9 février 1993.*)

AUTOGESTION : Nous croyons au socialisme autogestionnaire (...). Seulement, l'autogestion ne se décrète pas. Elle sera l'œuvre de plusieurs générations. (*Entretien L'Expansion, 1^{er} janvier 1973.*)

♦ Elle s'inscrit dans une évolution qui tend à l'abolition du salariat et à l'extinction des luttes de classes. Aspiration de portée et de nature révolutionnaires, elle n'a pas encore rencontré les structures qui feront d'elle une réalité. Raison de plus pour avancer. (*Dans La Rose au poing, François Mitterrand, Flammarion, 1973.*)

♦ Le Parti socialiste est autogestionnaire, mais l'autogestion est inséparable de l'appropriation collective et de la planification économique. (*Rencontre avec la presse économique, 14 juin 1973.*)

AVENIR : Je vois l'avenir surtout comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts (...), compléter mon éducation, de lire, de voir, d'apprendre, et de toute manière (...) je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit. (*Entretien télévision argentine, 4 octobre 1987.*)

AVEU : Lorsqu'on gouverne et lorsqu'on a l'aveu de la majorité, il faut toujours penser que cet aveu pourrait cesser ; mais quand on ne l'a pas, il faut toujours penser qu'on le retrouvera. C'est donc une loi constante qui, finalement, doit alimenter l'espoir, la volonté, la patience et la ténacité. (*Inauguration du Centre culturel Condorcet, Château-Chinon, 12 octobre 1993.*)

AVORTEMENT : L'avortement ne doit, en aucun cas, devenir un moyen normal de contraception (...). Pour nous, l'interruption de grossesse n'est que l'ultime recours pour la femme qui doit seule juger en cons-

cience (...). L'avortement n'est pas pour moi une finalité, c'est encore la misère sociale; trop de femmes sont amenées à l'avortement par des conditions de vie incompatibles avec la venue d'un enfant. (*Entretien L'Aurore, 2 mai 1974.*)

* Elle s'inscrit dans une évolution qui tend à l'abolition du salariat et à l'extinction des luttes de classes. Aspiration de portée et de nature révolutionnaires, elle n'a pas encore rencontré les structures qui feront d'elle une réalité. Raison de plus pour avancer. (Dan La Rose au poing, François Mitterrand, Flammarion, 1973.)

* L'ère socialiste est antéogestionnaire, mais l'abolition n'est inséparable de l'appropriation collective en de la planification économique. (Rencontre avec la presse économique, 14 juin 1973.)

* L'autodétermination est un droit universel. L'autodétermination est un principe fondamental de la vie internationale. Je vois l'avenir surtout comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts (...), compléter mon éducation, de lire, de voir, d'apprendre, et de tout manier (...). Je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit. (Enthousiasme télévisé argentin, 4 octobre 1983.)

* De même que la liberté de chacun ne doit aller jusqu'à nuire à celle des autres, l'autodétermination, qui a été l'objectif d'un gouvernement, ne doit pas être l'objectif d'un individu. C'est pourquoi, si l'on veut toujours penser à l'avenir, il faut toujours penser à l'ensemble. C'est pourquoi, si l'on veut toujours penser à l'ensemble, il faut toujours penser à l'individu. (L'argumentaire du Centre d'information et de documentation, 15 octobre 1983.)

AVORTEMENT ! L'avortement ne doit, en aucun cas, devenir un moyen normal de contraception (...). Pour nous, l'interruption de grossesse n'est que l'ultime recours pour la femme qui doit seule juger en cons-

b

BAINS DE FOULE : Les « bains de foule » dans la rue, à l'occasion des fêtes populaires, me sont chose aisée, mais je n'en ferai pas mon pain quotidien. (*Entretien Elle, 14 mars 1977.*)

BALLADUR : Edouard Balladur était un homme conciliant, intelligent. Pendant les Conseils, il me faisait passer des petits mots drôles, rigolos, sur les travers de ses collègues. « Celui-ci et trop long, tel autre est confus »... (25 avril 1989, dans *La Décennie Mitterrand 2. Les Épreuves, de Pierre Favier et Michel Martin-Roland, Seuil, 1991.*)

♦ M. Balladur, c'est moi qui l'ai choisi, pas par hasard, non seulement parce qu'il répondait, vraisemblablement, d'après beaucoup d'indications, au sentiment général de la nouvelle majorité, mais aussi parce qu'il a des qualités (...). C'est un homme avec lequel on peut discuter. (*Entretien télévisé, 14 juillet 1993.*)

♦ Le Premier ministre que j'ai choisi a beaucoup de fermeté, de conviction, il est fidèle à sa majorité, mais il a un tempérament qui lui permet d'aborder chaque problème avec moi dans des termes qui ne sont pas, à priori, antagonistes (...). C'est un honnête homme qui défend ses idées, qui les représente; idées qui ne sont pas les miennes. Sa majorité m'a combattu, je l'ai combattue et je la combattrais très facilement de nouveau s'il le fallait. (*France 2, « L'Heure de vérité », 25 octobre 1993.*)

♦ C'est un homme estimable, même si sa politique me paraît, sur certains points, tout à fait regrettable. (*Entretien TF1-France 2, 10 mai 1994.*)

BANDE DESSINÉE : Je suis un lecteur assidu de bandes dessinées. Je connais très bien Mandrake, Juliette et « le Fantôme », personnage merveilleux, totalement irréel et qui se donne pour mission de dénoncer l'irrationnel ! J'aime les bandes dessinées et je suis donc sensible à la littérature par l'image. Mais je n'appartiens pas à la civilisation de l'image. (*Entretien Lire, septembre 1978.*)

BANQUE : La banque prête, gère, administre, entreprend, construit. Mais nulle part, depuis la Libération, elle n'est à l'origine d'initiatives audacieuses, de recherches nouvelles, de vastes desseins (...). Elle préfère spéculer. (*Dans La Rose au poing, 1973.*)

BARBIE : C'est moi qui l'ai fait revenir. Barbie, cela avait de l'importance (...) Je me le suis reproché après. Je me suis dit que j'avais eu tort. Ça pouvait réveiller les passions françaises. J'ai pensé qu'on allait déterrer toutes les guerres nationales (...) Ce pays est traversé de guerres franco-françaises. Les Français se détestent entre eux.

(24 mars 1994, dans *La main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, de Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, Seuil, 1994.)

BARRE : Le sapeur Camember, pour boucher un trou, en creusait un autre. M. Barre s'est inspiré de cette méthode. (*L'Unité*, 7 janvier 1977.)

♦ Politiquement, M. Barre représente un phénomène nouveau. En revanche, sur le plan économique, il n'est que l'adepte d'une théorie aujourd'hui dépassée. Ce qui est original, c'est sa manière. C'est un homme politique très électoraliste dans sa façon de plaire sans rien faire. (*Europe 1*, 18 février 1977.)

♦ (...) Si M. Barre n'a pas encore montré qu'il était un grand économiste, il est en train de démontrer qu'il est un bon politique. Raymond Barre s'affirme comme un rival pour M. Chirac. (*TF1*, 27 juillet 1977.)

♦ C'est un personnage assez sympathique de notre littérature que j'évoquerai (...) en disant que M. Barre (...) ce serait à mon avis une sorte de Tartarin des indices. Il est riche d'expressions nouvelles ; l'autre jour, je crois l'avoir entendu dire qu'il allait au charbon (...). Je crois que M. Barre, en allant au charbon, a surtout trouvé un filon. (*Convention nationale du PS*, 6 novembre 1977.)

♦ Cet homme, pour lequel j'avais de la considération — et je ne demande qu'à en avoir de nouveau — qui arrivait de son université et qui a participé aux grands débats internationaux (...) soudain, parce qu'il « entre en politique », se croit obligé de mépriser les Français, de les considérer comme stupides. (...) Je ne peux pas dire que j'ai de la sympathie pour lui, mais, à priori, je n'ai pas d'animosité. (*Antenne 2*, « Cartes sur table », 15 février 1978.)

♦ Je trouve que M. Barre ne représente pas beaucoup : il ne représente ni l'UDF, ni le RPR, ni même les centristes. En dépit de ses déclarations, il ne représente pas non plus les socialistes. S'il s'agit de trouver quelqu'un qui puisse parler pour l'ensemble de la majorité, M. Valéry Giscard d'Estaing suffit à la peine. M. Barre est un peu un homme qui se trouve en double, un « bis ». Et je ne vois pas la nécessité, pour le responsable du socialisme, de parler avec « personne ». (*Devant la presse diplomatique*, 22 février 1978.)

♦ Dans l'opposition, mon opposant, c'est Barre ; mon challenger le plus sérieux parce qu'il redevient crédible alors qu'il a constamment échoué. (26 juin 1983, dans *La Guerre des deux roses*, de Philippe Bauchard, Grasset, 1986.)

♦ J'ai beaucoup d'estime pour M. Barre qui serait certainement un très bon président de la République, mais il n'est pas le seul et je ne veux pas établir une liste. Et puis, ce n'est pas à moi de le faire, je ne suis pas l'arbitre des élégances. (*Entretien télévisé TFI-France 2*, 14 juillet 1994.)

♦ J'apprécie beaucoup Raymond Barre. Je crois que c'est l'un des tout premiers à être capable de diriger l'Etat. (*Entretien Le Figaro*, 8 septembre 1994.)

BASE : Il faut surtout développer puissamment les actions à la base, sur le terrain, là où sont les vraies sources de lutte, de vie (...). C'est là que le parti doit être présent. Peut-être l'avons-nous un peu oublié. (*Entretien L'Express*, 21 juin 1971.)

BASQUE : Les Basques n'ont pas le statut de réfugiés politiques. Ils n'ont pas demandé l'asile politique. S'ils l'avaient demandé, ils l'auraient obtenu, mais en échange de leur silence. Leurs actes criminels ont été accomplis à

partir de la France. La France ne peut être une base de déploiement pour le terrorisme (...). On ne peut faire de compromis avec lui. (25 septembre 1984, dans *Verbatim*.)

♦ Le dialogue est ouvert. Il s'agit de dire à nos compatriotes basques : ce que vous êtes sera préservé (...). Je serai toujours du côté de ceux qui veulent exister au plus profond d'eux-mêmes, porteurs d'une histoire qui mérite le respect.

S'il s'agit de considérer que cela pourrait servir habilement d'étape à partir de laquelle on rebondit plus loin pour dire autonomie, pour dire indépendance, je dis clairement, dans les yeux : avec moi, non. Je ne laisserai pas déchirer le tissu de la France. Et l'immense majorité des Basques m'approuvera, si ce n'est déjà fait. (*Bayonne, 12 octobre 1984.*)

BEAUBOURG : Le centre Beaubourg est le type des opérations de prestige que j'évoquais (...). Je ne la condamne pas systématiquement, dans la mesure où elle correspond, sur certains points, à des besoins indiscutables, et où elle témoigne, au moins, de conceptions architecturales et techniques audacieuses. Mais le coût de cette opération est énorme (...). Beaubourg ne doit pas être simplement Versailles. Il importe qu'une entreprise de cette envergure soit mise au service de tous. (*Entretien L'Express, 13 mai 1974.*)

♦ Peut-être un peu rétro, fin d'une mode esthétique, Beaubourg est à l'époque classique du verre et de l'acier ce que le gothique flamboyant est aux formes simples de la cathédrale de Senlis, architecture du paroxysme. Bientôt un nouvel art, contenu et secret, à l'image de l'ordinateur, éclipsera cette fascination de la machine toutes tripes dehors. Mais les volumes, l'espace, le mouvement, le site composent au total une grande réussite. Oui, j'aime

Beaubourg. (*Dans Ici et Maintenant, François Mitterrand, Fayard, 1980.*)

♦ J'aime le pouvoir parce qu'il permet de réaliser des choses auxquelles on croit. Ainsi, j'aurais aimé être président de la République à la place de Georges Pompidou, rien que pour faire le centre Beaubourg. (*Rapporté par Michel Gonod dans Paris Match du 21 novembre 1980.*)

♦ J'aime Beaubourg. Le musée s'ouvre sur la rue. Le tableau exposé est proche, presque familier. Beaubourg sert de pont entre la culture et ceux qui n'en auraient pas trouvé d'eux-mêmes l'accès. On vient voir Beaubourg de partout, comme on visiterait la Tour Eiffel. Et on ne trouve pas une cathédrale. C'est mieux ainsi. Avec Beaubourg, la création contemporaine sort enfin de son ghetto. (*Entretien Connaissance des arts, avril 1981.*)

BEAUTÉ : Autant que par la beauté, je suis troublé par les mécanismes secrets de la fascination qu'elle exerce sur les hommes. Quoi de plus étrange que le vacillement des sens face à l'œuvre d'art ou le tremblement de bonheur face au spectacle de la nature ? Quoi de plus inexplicable que le plaisir né de la contemplation d'une architecture ou d'un rivage ? De quelles correspondances intimes la beauté est-elle le signe ? Quel monde dévoile-t-elle où seule l'âme aurait droit de passage ou droit de cité ? (*Entretien Les Nouvelles littéraires, 7 mai 1981.*)

BÉRÉGOVOY : Pierre Bérégovoy qui à mes côtés a accompli des tâches souvent obscures et dures, mais qui débouchent aussi sur des jours magnifiques comme celui que nous vivons. (*Meeting à Toulouse, 6 mai 1988.*)

♦ Pierre Bérégovoy a le tempérament calme et déterminé d'un ancien ouvrier qui sait la difficulté de la vie, qui a gravi les échelons peu à peu, qui est né dans une famille

modeste et qui sait que tout doit être traité avec sérieux et force, mais ce n'est pas du tout un conservateur, ce n'est pas quelqu'un qui va endormir le public. (*Entretien Europe 1, 1^{er} mai 1992.*)

♦ Je parle au nom de la France, lorsque je dis devant son cercueil qu'avec Pierre Bérégovoy, elle a perdu l'un de ses meilleurs serviteurs (...). Son action m'autorise à redire aujourd'hui la capacité de l'homme d'Etat, l'honnêteté du citoyen qui a préféré mourir, plutôt que de subir l'affront du doute. Toutes les explications du monde ne justifieront pas que l'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et finalement sa vie au prix d'un double manquement de ses accusateurs aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous. (*Nevers, 4 mai 1993.*)

♦ Notre pays a besoin de responsables qui tiennent le cap avec constance face à la versatilité des modes, et Pierre Bérégovoy incarnait au plus haut degré ces vertus de l'homme public (...). L'Histoire, qui fait toujours justice des fausses gloires et des procès indignes, lui restitue jour après jour la place qui lui revient et reconnaît sa valeur, morale et personnelle, et la valeur de son action. (*Nevers, 1^{er} mai 1994.*)

BERLIN : Cette ville doit être un trait d'union ; elle devrait être un pont jeté entre deux mondes. (*Berlin, 11 mai 1987.*)

B.H.L. : Je me flatte d'avoir pressenti en ce jeune homme grave le grand écrivain qu'il sera. Un danger le guette : la mode. Mais la souffrance, amie des forts, le sauvera. Tout l'y prépare. Je ne m'inquiète pas de ce goût de plaire qui l'habite et l'entraîne aujourd'hui hors de son territoire. Quand il s'apercevra qu'il possède en lui-même ce qu'il cherche, il reviendra à sa rencontre. Le voudrait-il qu'il

1994

- 16 janvier** : 260 000 personnes manifestent à Paris pour la défense de l'école publique.
- 25-28 janvier** : 28^e congrès du PC. Georges Marchais quitte la direction du Parti. Il est remplacé par Robert Hue.
- 5 février** : Un tir d'obus de mortier tue 68 personnes sur le marché de Sarajevo.
- Mars** : Manifestations anti-CIP (contrat d'insertion professionnelle)
- 27-28 mars** : Elections législatives en Italie. Victoire de Silvio Berlusconi. Le 10 mai, il constitue son gouvernement auquel participent cinq ministres néofascistes.
- Avril** : Début de la guerre civile au Rwanda.
- 15 avril** : Signature des accords du GATT au terme de sept années de négociations.
- 20 avril** : Paul Touvier est condamné à la réclusion à perpétuité.
- 26-29 avril** : Premières élections libres en Afrique du Sud. Victoire de l'ANC de Mandela qui est élu président de l'Etat le 9 mai et investi le 10 mai.
- 6 mai** : Inauguration du tunnel sous la Manche.
- 27 mai** : Soljenitsyne rentre en Russie après vingt ans d'exil.
- 12 juin** : Elections européennes. Effondrement du PS.
- 19 juin** : Michel Rocard démissionne. Henri Emmanuelli est élu premier secrétaire du PS.
- 23 juin** : Début de l'opération Turquoise au Rwanda. Elle prendra fin le 22 août. Les militaires français quittent à cette date le Rwanda, remplacés par les forces des Nations unies.
- 17 juillet** : Démission d'Alain Carignon qui sera incarcéré le 12 octobre.
- 25 juillet** : Itzaak Rabin et le roi Hussein de Jordanie signent la déclaration de Washington qui met fin à l'état de belligérance entre leurs deux pays.
- 3 août** : Assassinat de cinq Français à Alger.
- 31 août** : Irlande : l'IRA annonce une « complète cessation de la violence ».
- Septembre** : Polémique sur la jeunesse de François Mitterrand.
- 3 octobre** : Démission de Gérard Longuet.

- 7 février : Signature du traité de Maastricht par les Douze.
4 mars : Le FIS est dissous par le tribunal d'Alger.
16 janvier : 260 000 personnes manifestent à Paris pour la défense de l'école publique.
25-28 janvier : 28^e congrès du PC, Georges Marchais dirige la direction du parti. Il est remplacé par Robert Hue.
2 avril : Pierre Bérégovoy succède à Jean Godefridi.
5 février : Un tir d'obus de mortier tue 68 personnes sur 160 à Bernard l'Apostrophe.
8 avril : Annonce par Pierre Bérégovoy de la création d'un ministère des affaires nucléaires dans le Pacifique.
27-28 mars : Elections législatives en Italie. Victoire de Silvio Berlusconi. Le 10 mai, il constitue son gouvernement au sein d'Israël.
28 juin : François Mitterrand annonce la participation de cinq ministres néo-fascistes.
15 avril : Début de la guerre civile au Rwanda.
15 avril : Signature des accords du GATT au terme de sept années de négociations.
20 avril : Paul Touvier est condamné à la réclusion à perpétuité.
26-29 avril : Premières élections libres en Afrique du Sud. Victoire de l'ANC de Mandela qui est élu président de l'Etat.
1^{er} janvier : Entrée en vigueur du traité de Maastricht.
8 mai : Inauguration du tunnel sous la Manche.
27 mai : Soixantaine de tentes en Russie après vingt ans d'exil.
12 juin : Elections européennes. Remplacement du PS.
19 juin : Michel Rocard démissionne. Henri Emmanuelli est élu premier secrétaire du PS.
23 juin : Début de l'opération Turquoise au Rwanda. Elle prendra fin le 22 août. Les militaires français dirigés par une date le Rwanda remplacés par les forces des Nations unies.
11 juillet : Démission d'Alain Carignon qui sera incarcéré le 12 octobre.
21 septembre : Entrée de Hafez el-Assad à Damas.
25 juillet : Issak Rabin et le roi Hussein de Jordanie signent la déclaration de Washington qui met fin à l'état de belligérance entre les deux pays.
3 août : Assassinat de cinq Français à Alger.
31 août : L'IRA annonce une « complète cessation de la violence ».
2 septembre : Polémique sur la jeunesse de François Mitterrand.
2 octobre : Démission de Gérard Longuet.